

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/S/O/BHR

29 avril 2003

(03-2277)

**Conseil du commerce des services
Session extraordinaire**

Original: anglais

COMMUNICATION DE BAHREÏN

Offre initiale

La délégation de Bahreïn a fait parvenir au Secrétariat le 31 mars l'offre initiale ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

BAHREÏN - LISTE D'ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX Tous les engagements inscrits dans la présente liste sont pris sous réserve du Décret-loi n° 28 de 1975 de l'Émir, des modifications qui y ont été apportées ultérieurement ainsi que des ordonnances ministérielles ou lignes directrices, règles, règlements et conditions de nature administrative prescrits par le Ministère du travail et des affaires sociales.			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE	3) L'accès est autorisé seulement sous forme de société par actions.	3) L'acquisition de terres et d'autres biens immobiliers n'est pas autorisée.	
II. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES A. <u>Services professionnels</u> d) Services d'architecture (CPC 8671) e) Services d'ingénierie (CPC 8672)	1) Présence commerciale obligatoire. 2) Néant 3) Il faut s'enregistrer auprès du comité chargé de l'organisation de la pratique professionnelle des ingénieurs (COEPP) et du Ministère du commerce. Le personnel technique doit être reconnu et agréé par le COEPP. La proportion de ressortissants nationaux est déterminée par le Ministère du travail et des affaires sociales. 4) Non consolidé, sauf pour ce qui concerne les transferts de dirigeants, de cadres supérieurs et de spécialistes à l'intérieur de leur société	1) Non consolidé 2) Néant 3) Condition préalable au traitement national: Association ou partenariat avec une entreprise professionnelle de Bahreïn dont au moins 25 pour cent des cadres supérieurs et 15 pour cent du personnel technique sont Bahreïnites. 4) Non consolidé, sauf pour ce qui concerne les transferts de dirigeants, de cadres supérieurs et de spécialistes à l'intérieur de leur société	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services informatiques et services connexes</u>			
a) Services de consultations en matière d'installation des matériels informatiques (CPC 841)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	À réexaminer	
b) Services de réalisation de logiciels (CPC 842)			
c) Services de traitement de données (CPC 843)			
d) Services de base de données (CPC 844)			
C. <u>Services de recherche-développement</u>			
b) Services de R&D en sciences sociales et sciences humaines (CPC 852)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
F. <u>Autres services fournis aux entreprises</u>			
a) Services de publicité (CPC 871)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	À réexaminer	
c) Services de conseil en gestion (CPC 865)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Services connexes aux services de consultation en matière de gestion (CPC 866)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	La législation du travail interdit de faire payer les demandeurs d'emplois et les travailleurs pour des services de placement.
k) Services de placement et de fourniture de personnel (CPC 872)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Néant	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Néant	
p) Services photographiques (CPC 875)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	À réexaminer	
r) Services d'impression et de publication (CPC 88442)	Non consolidé À réexaminer	À réexaminer	
t) Services de traduction et d'interprétation (CPC 87905)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2. SERVICES DE COMMUNICATION B. <u>Services de courrier</u>			
<p><u>Conditions générales:</u></p> <p>Le service de courrier exprès (EMS) (Barid Mumtaz) s'entend du courrier exprès désigné par les administrations postales conformément à l'article 61 de la Convention postale universelle (Beijing 1999), selon laquelle:</p> <p>1. Le service EMS constitue le plus rapide des services postaux par moyens physiques. Il consiste à collecter, à transmettre et à distribuer dans des délais très courts des correspondances, des documents ou des marchandises.</p> <p>2. Le service EMS est réglementé sur la base d'accords bilatéraux. Les aspects qui ne sont pas expressément régis par ces derniers sont soumis aux dispositions appropriées des Actes de l'Union.</p>			
Service EMS (uniquement international)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. <u>Services de télécommunication</u>			
<p><u>Conditions générales:</u></p> <p>Le Royaume s'engage à mettre en oeuvre les dispositions du Décret législatif n° 48 de 2002 concernant la Loi sur les télécommunications relatives aux engagements spécifiques contractés en matière de services de télécommunication de base. Toutefois, compte tenu de l'évolution des conditions dans lesquelles s'exerce la concurrence, le Bahreïn peut modifier certaines dispositions de la Loi sans manquer aux engagements inscrits dans la présente liste.</p> <p>Les engagements sont inscrits dans la liste conformément à la "Note sur l'établissement des listes d'engagements pour les télécommunications de base" (S/GBT/W/2/REV.1) et aux "Limitations concernant l'accès aux marchés qui ont trait à la disponibilité du spectre" (S/GBT/W/3).</p> <p>Les conditions qui suivent s'appliquent à tous les sous-secteurs ci-après faisant l'objet d'un engagement :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nul n'offrira ni ne favorisera un service de rappel à l'intérieur du territoire du Royaume ou à destination de celui-ci (Modes 1, 2 et 3). 2. Il doit s'agir d'une personne morale constituée en société dans le Royaume ou d'une succursale de société étrangère autorisée à exercer ses activités à l'intérieur du Royaume conformément à la Loi sur les sociétés commerciales (Mode 3). 3. L'infrastructure et le personnel associés à la fourniture de services de télécommunication doivent, pour l'essentiel, se trouver à l'intérieur du Royaume (Mode 3). <p>Seul l'organisme chargé de la réglementation des télécommunications aura le droit de déroger à la condition énoncée au point 3 ci-dessus, dans l'un des deux cas suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. un service de télécommunication en forte demande ne peut être fourni efficacement que grâce à une infrastructure et à du personnel se trouvant à l'extérieur du Royaume, pour autant qu'un tel service bénéficie directement aux abonnés et aux usagers, tel qu'établi par l'organisme de réglementation sur la base des obligations prévues dans la licence ou autrement (Mode 3); et b. les titulaires de licence manquent à leurs obligations (Mode 3). <p><u>Notes:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> I. Les installations internationales, les services internationaux et les services fixes nationaux sont des classifications neutres du point de vue technologique aux fins de l'octroi de licences, et les titulaires de licence peuvent se montrer novateurs pour ce qui concerne la façon de fournir les services. II. Les services de lignes louées sont inclus dans les classifications (nationales et internationales) et il peut être nécessaire de faire appel à plusieurs classifications. III. Nous croyons comprendre que l'exception au traitement NPF concernant les taxes de répartition internationales et bilatérales correspondantes est toujours en vigueur, qu'il ne serait pas nécessaire de l'inscrire dans la liste et que ce problème sera résolu dans le cadre du processus de négociations. IV. L'établissement des listes concernant les services se fait sur la base de la classification des services du Royaume (voir l'appendice I). 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services mobiles de télécommunications (y compris services mobiles de transmission de données, services mobiles de troisième génération et services connexes)	1) Néant. Les services internationaux de télécommunications sont inclus uniquement s'ils concernent des clients de titulaires de licence. 2) Néant 3) Duopole à l'origine, puis un troisième fournisseur à la discrétion de l'organisme de réglementation deux ans après l'octroi de la première licence. Les opérateurs de réseau virtuel mobile peuvent être agréés deux ans après l'octroi d'une deuxième licence pour des services mobiles, à la discrétion de l'organisme de réglementation. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services fixes nationaux (y compris services de publiphone, services de télex et services de télégraphe)	1) À compter du 1 ^{er} juillet 2004. Néant 2) Néant 3) Batelco aura le droit exclusif de fournir ces services à l'intérieur du Royaume jusqu'au 30 juin 2004. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	Le Bahreïn adopte l'ensemble des engagements additionnels inscrits dans le document de référence sur les télécommunications de base (ci-joint).

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services Internet	1) Néant 2) Néant 3) Le titulaire de licence ne peut offrir un service de téléphone de base entre le Royaume de Bahreïn et d'autres pays, ni faciliter, au moyen de son réseau de télécommunication, la fourniture d'un tel service par un tiers, à moins d'obtenir une licence de télécommunication internationale conformément à la Loi sur les télécommunications. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services à valeur ajoutée	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Installations internationales	1) À compter du 1 ^{er} janvier 2004. Aucun service international ne sera fourni avant le 1 ^{er} juillet 2004. 2) Néant 3) Batelco aura le droit exclusif de fournir des installations internationales à l'intérieur du Royaume jusqu'au 31 décembre 2003 et il aura le même droit concernant les services internationaux jusqu'au 30 juin 2004. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services internationaux	1) À compter du 1 ^{er} juillet 2004. Néant 2) Néant 3) Batelco aura le droit exclusif de fournir ces services à l'intérieur du Royaume jusqu'au 30 juin 2004. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de commutation Internet	1) Les installations internationales de Batelco doivent être utilisées jusqu'au 31 décembre 2003. 2) Néant 3) Au début, un service de commutation était offert par l'intermédiaire d'un consortium de fournisseurs de services Internet sans but lucratif. Aucun après deux ans. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de microstations terriennes (VSAT)	1) À compter du 1 ^{er} janvier 2004. Néant 2) Néant 3) Batelco aura le droit exclusif de fournir ces services à l'intérieur du Royaume jusqu'au 31 décembre 2003. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de radiocommunications mobiles accessibles au public (PAMR)	1) À compter du 1 ^{er} janvier 2004. Néant 2) Néant 3) Batelco aura le droit exclusif de fournir ces services à l'intérieur du Royaume jusqu'au 31 décembre 2003. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de recherche de personnes	1) À compter du 1 ^{er} janvier 2004. Néant 2) Néant 3) Batelco aura le droit exclusif de fournir ces services à l'intérieur du Royaume jusqu'au 31 décembre 2003. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
D. <u>Services audiovisuels</u>			
1) Il est impératif de respecter les législations relatives aux droits d'auteur, au journalisme, aux publications et à la presse ainsi que la Loi sur les oeuvres et la législation du travail. 2) La responsabilité de gestion doit être assumée pour toute activité non transparente ainsi que toutes les conséquences des obligations financières contractées; il ne peut y avoir de vente ou de transfert de droit d'auteur sans l'accord écrit du Ministère de l'information. 3) Il faut respecter les coutumes, les traditions et l'éthique sociale du Royaume de Bahreïn lorsqu'on aborde certains sujets traités par les médias/sociétés s'occupant de production, de préparation ou de distribution d'émissions, ou d'expositions. 4) Il est interdit à tous les partis politiques et institutions militaires d'investir dans le secteur des médias en général.			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>a) Services de production et de distribution de films cinématographiques et bandes vidéo (CPC 9611)</p> <p>b) Services de projection de films cinématographiques (CPC 9612)</p> <p>c) Services de radio et de télévision (CPC 9613)</p> <p>d) Services de diffusion radiophonique et télévisuelle (CPC 7524)</p> <p>e) Services d'enregistrement sonore</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Films autorisés pour les salles de cinéma et les DVD seulement; les activités incluent uniquement la distribution; aucun permis n'est accordé pour les salles privées (cinéma à domicile).</p>		<p>1. La société doit accepter d'ouvrir un compte auprès d'une banque nationale de Bahreïn, sur lequel est versé un certain capital et d'obtenir une garantie bancaire conformément à la législation nationale et autorisée par une banque nationale.</p> <p>2. La radiodiffusion terrestre ou par satellite doit être effectuée en coordination avec certains secteurs du Royaume de Bahreïn.</p> <p>3. Il incombe à l'institution/la société de s'occuper de tous les aspects de la radiodiffusion des émissions, qu'ils soient financiers, sociaux ou moraux, et d'appliquer la législation pertinente en matière de propriété intellectuelle.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
			<p>4. L'institution/la société doit mettre en place un bureau des comptes à l'intérieur de Royaume du Bahreïn pour la supervision des comptes annuels.</p> <p>5. L'institution/la société doit charger un cabinet d'avocats du Royaume de Bahreïn de mener à bien les procédures juridiques.</p> <p>6. L'institution/la société doit faire en sorte que tous ses employés soient couverts par le régime d'assurance sociale.</p> <p>7. L'institution/la société a le droit de posséder le matériel audiovisuel ayant servi à ses films; celui-ci doit être présenté sur demande aux secteurs autorisés du Royaume de Bahreïn et il devrait être diffusé uniquement avec l'accord des représentants de l'institution/la société.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
			<p>8. Mettre en œuvre à une coopération entre l'institution/la société et les responsables de la société de radiodiffusion du Royaume de Bahreïn pour ce sujet de la constitution et de l'échange d'émissions.</p> <p>9. L'institution/la société doit fournir un système de sécurité fonctionnant 24 heures par jour à l'intérieur du Royaume de Bahreïn.</p> <p>10. L'institution/la société doit prévoir les différents types d'assistance technique et de systèmes d'appel requis par le Ministère de l'information.</p> <p>11. Lorsqu'une autre société demande un film à l'institution/la société, celle-ci a le droit de conserver l'original et le matériel demandé.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
			<p>12. Le Ministère de l'information a le droit à tout moment, si l'intérêt national est menacé d'une façon quelconque, d'annuler le permis de l'institution/la société si celle-ci n'a pas respecté les lois ou les conditions prévues ou pour toute autre raison lorsqu'elle ne respecte pas l'éthique générale et les politiques du Royaume et qu'elle contrevient aux lois.</p> <p>13. L'institution/la société est tenue de respecter tous les accords en matière de diffusion par satellite.</p> <p>14. L'institution/la société est tenue de respecter le calendrier qu'elle a fixé pour ses propres satellites.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGENIERIE CONNEXES A. <u>Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments (CPC 512)</u> B. <u>Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil (CPC 513)</u> C. <u>Travaux de pose d'installations et de montage (CPC 514 et 516)</u> D. <u>Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition (CPC 517)</u> E. <u>Autres services (CPC 511, 515 et 518)</u>	1) Non consolidé parce que techniquement impraticable 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé La proportion de main-d'oeuvre locale est déterminée par le Ministère du travail et des affaires sociales; les ingénieurs, architectes et techniciens doivent s'enregistrer auprès du COEPP. Des permis de travail et d'autres types de permis sont requis.	1) Non consolidé parce que techniquement impraticable 2) Néant 3) Partenariat requis pour le traitement national. 4) Non consolidé La proportion de main-d'oeuvre locale est déterminée par le Ministère du travail et des affaires sociales; les ingénieurs, architectes et techniciens doivent s'enregistrer auprès du COEPP. Des permis de travail et d'autres types de permis sont requis.	
5. SERVICES D'EDUCATION D. <u>Services d'enseignement pour adultes (CPC 924)</u>	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
6. SERVICES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT			
<p>Le Décret législatif n° 21 de 1996 concernant l'environnement et tous les règlements et ordonnances ministérielles ayant trait à l'environnement qui ont été émis en vertu de ce décret, la Loi sur le travail dans le secteur privé (Décret n° 23 de 1976 de l'Émir). En outre, ces engagements sont pris sous réserve des conditions générales et des critères qui régissent l'octroi de chaque catégorie de licences délivrées par la Direction des affaires environnementales et d'autres autorités publiques.</p>			
A. <u>Services d'assainissement</u> (CPC 9401) 1- Services d'évacuation, de traitement et d'élimination des eaux résiduaires municipales et industrielles 2- Services d'entretien et de réparation des systèmes d'assainissement existants, services d'épuration, services d'analyses et services de prélèvement d'échantillons. Surveillance, évaluation et consultation concernant les systèmes de traitement.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Non consolidé 4) Non consolidé 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Néant	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Non consolidé 4) Non consolidé 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Priorité accordée aux sociétés nationales.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services d'enlèvement des ordures</u> (CPC 9402) Services d'enlèvement et d'élimination des ordures; services d'enlèvement de déchets, de détritits, d'ordures et d'immondices ménagers, industriels ou commerciaux; services de transport et services d'élimination; services de trituration des déchets.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Une expérience internationale préalable est requise. - Partenariat avec une société locale. 4) Néant	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Néant	
C. <u>Services de voirie et services analogues</u> (CPC 9403) Balayage et arrosage des rues, des sentiers, des parkings, etc.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Une expérience internationale préalable est requise. 4) Vingt pour cent d'employés locaux.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Priorité accordée aux sociétés nationales.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
D. <u>Autres services</u> - Services de purification des gaz brûlés (CPC 9404) - Services de lutte contre le bruit (CPC 9405) - Services de protection de la nature et des paysages (CPC 9406) - Autres services de protection de l'environnement (surveillance, lutte et évaluation des dégâts) (CPC 9409)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Une expérience internationale préalable est requise. 4) Vingt pour cent d'employés locaux.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Priorité accordée aux sociétés nationales.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>7. SERVICES FINANCIERS</p> <p>A. <u>Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance</u> (sur l'étranger seulement)</p> <p>a) Services d'assurance sur la vie, l'accident et la maladie</p> <p>b) Services d'assurance autre que sur la vie</p> <p>c) Services de réassurance et de</p> <p>d) Services auxiliaires à l'assurance (y compris services de courtage et d'agence)</p> <p>- Services de réassurance et de rétrocession</p> <p><u>Tous les secteurs:</u></p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé</p> <p>L'accès est autorisé seulement sous forme de société par actions.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé</p> <p>L'acquisition de terres et d'autres biens immobiliers n'est pas autorisée.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>B. <u>Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)</u></p> <p>Les engagements sur les services financiers sont pris conformément à l'AGCS et à l'Annexe sur les services financiers. Tous les engagements inscrits dans la présente liste sont pris sous réserve de la législation bahreïnite, ainsi que de toutes lignes directrices, toutes règles, tous règlements et toutes conditions fixés par l'Agence monétaire de Bahreïn (AMB) et/ou toute autre autorité ou organisme bahreïnite compétent, qui sont compatibles avec l'article VI de l'AGCS et le paragraphe 2 de l'Annexe sur les services financiers. En particulier, ces engagements sont pris sous réserve de la Loi sur l'Agence monétaire de Bahreïn (Décret-loi n° 23 du 1973 de l'Émir), de la Loi sur les sociétés commerciales (Décret-loi n° 28 de 1975 de l'Émir), la Loi sur le travail dans le secteur privé (Décret-loi n° 23 de 1976 de l'Émir), de la Loi sur la Bourse des valeurs de Bahreïn (Décret-loi n° 4 de 1978 de l'Émir) et de la Loi sur l'enregistrement des terres (Décret-loi n° 15 de 1979 de l'Émir), telles qu'elles ont été modifiées à différentes reprises, et de tous les règlements et directives adoptés conformément à ces lois. En outre, ces engagements sont pris sous réserve des conditions types et des critères d'octroi de licences fixés pour chaque catégorie de licences actuellement délivrées par l'AMB et de toutes restrictions imposées s'agissant de ces licences, notamment, sauf disposition contraire de l'AMB, les restrictions imposées aux banques offshore (BO) et aux banques d'affaires (BA) concernant les résidents à Bahreïn.</p>			
a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public (CPC 81115-81119)	<p>1) Néant si fait à l'extérieur de Bahreïn. Une licence délivrée par l'AMB est nécessaire pour entreprendre cette activité (y compris démarchage et publicité) à l'intérieur ou à partir de Bahreïn.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers et pour ce qui est des mesures décrites ci-après. Une licence délivrée par l'AMB est nécessaire.</p> <p>3) Néant</p> <p>Les banques étrangères peuvent s'établir en tant que filiales ou succursales locales.</p> <p>La participation étrangère au capital des banques constituées en sociétés locales est limitée à 49 pour cent si les activités doivent être menées "onshore" (c'est à dire avec des résidents à Bahreïn); elle peut atteindre 100 pour cent si les activités doivent être menées "offshore" (c'est à dire avec des non-résidents).</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Pour les succursales étrangères de BCE, non consolidé en ce qui concerne la création de sous-succursales.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les banques étrangères qui sont constituées en sociétés locales sont autorisées à mener des activités à l'extérieur du Royaume (c'est-à-dire avec des non-résidents de Bahreïn) ainsi qu'à l'intérieur du Royaume (c'est-à-dire avec des résidents de Bahreïn). Les activités bancaires doivent être menées uniquement par des sociétés par actions.</p> <p>Une société à responsabilité limitée (WLL) ne peut engager aucune activité bancaire.</p>		
b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales (CPC 8113)	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p> <p>1) Comme indiqué pour a) 1) ci-dessus</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Comme indiqué pour a) 3) ci-dessus. Non consolidé pour la détention de biens à Bahreïn.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Comme indiqué pour a) 3) ci-dessus. Non consolidé pour la détention de biens à Bahreïn.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p>	
c) Crédits-bails (CPC 8112)	<p>1) Comme indiqué pour a) 1) ci-dessus</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Comme indiqué pour a) 3) ci-dessus</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Tous services de règlement et de transferts monétaires, y compris cartes de crédit, de paiement et similaires, chèques de voyage et traites (CPC 81339**)	1) Comme indiqué pour a) 1) ci-dessus 2) Néant 3) Comme indiqué pour a) 3) ci-dessus 4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers	1) Néant 2) Néant 3) Comme indiqué pour a) 3) ci-dessus 4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers	
e) Garantie et engagements (CPC 81199**)	1) Comme indiqué pour a) 1) ci-dessus 2) Néant 3) Comme indiqué pour a) 3) ci-dessus 4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers	1) Néant 2) Néant 3) Comme indiqué pour a) 3) ci-dessus 4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
f) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit à une bourse, sur un marché hors cote ou autre, sur:	<p>1) Non consolidé pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB. Une licence délivrée par l'AMB est nécessaire pour les activités menées à l'intérieur ou à partir de Bahreïn pour le compte de clients.</p> <p>2) Non consolidé pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB</p> <p>3) Comme indiqué pour a) 3) ci-dessus</p> <p>Comme indiqué pour f) 3) sur le traitement national</p> <p>Les transactions à la Bourse des valeurs de Bahreïn (BVB) doivent être effectuées par l'intermédiaire d'un courtier en valeurs mobilières agréé. Les transactions sur obligations et bons de souscription cotés en bourse peuvent se faire sur un marché hors cote.</p> <p>Les courtiers en valeurs mobilières et les contrepartistes opérant à la Bourse des valeurs de Bahreïn doivent être soit des nationaux bahreïnites (personnes physiques ou personnes morales constituées en sociétés locales avec participation bahreïnite minimale de 51 pour cent) résidant à Bahreïn, soit des succursales de sociétés étrangères menant des activités de ce type sur des valeurs mobilières internationales.</p> <p>Les courtiers monétaires doivent être constitués en sociétés locales avec participation bahreïnite de 51 pour cent et obtenir une licence délivrée par l'AMB.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant (sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés ci-après).</p>	<p>Les banques commerciales sont autorisées à fournir des services de courtage depuis leurs locaux, sans établir de sociétés de courtage distinctes. Les banques procèdent aux transactions dans le cadre d'un mécanisme de négociation à distance, ce qui constitue une étape vers la mise en œuvre des transactions en ligne via Internet.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - instruments du marché monétaire (y compris chèques, effets, certificats de dépôt) (CPC 81339**) - devises (CPC 81333) - produits dérivés, y compris, mais pas uniquement, instruments à terme et options (CPC 81339**) - instruments du marché des changes et du marché monétaire, y compris swaps, accords de taux à terme (CPC 81339**) - valeurs mobilières négociables (CPC 81321**) 		<p>Les transactions à la Bourse des valeurs de Bahreïn (BVB) doivent être effectuées par l'intermédiaire d'un courtier en valeurs mobilières agréé. Toutefois, les transactions concernant les obligations, les titres de placement collectif et les bons de souscription peuvent être effectuées par l'intermédiaire de la BVB et/ou sur des marchés hors cote, pour autant que les détails des transactions soient fournis à la BVB.</p>	<p>L'AMB a été désignée comme organisme de réglementation unique pour les secteurs des banques, de l'assurance et du marché des capitaux en vertu du Décret législatif n° 21 de 2002. En tant qu'organisme de réglementation du marché des capitaux, l'AMB (par la voie du service chargé de l'octroi des licences) agréé les intermédiaires financiers.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- autres instruments et actifs financiers négociables, y compris métal (CPC 81339**)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers	<p>Les courtiers en valeurs mobilières doivent être agréés par l'AMB pour les activités menées à l'intérieur ou à partir de Bahreïn. Les services de courtage et de contrepartie doivent être fournis par des courtiers et des contrepartistes agréés par l'AMB.</p> <p>L'AMB considérera comme des courtiers agréés les sociétés de courtage étrangères dont l'expérience peut profiter aux entreprises de courtage de Bahreïn et attirer les investissements étrangers.</p> <p>Les sociétés de courtage bahreïnites emploieront comme courtiers des non-résidents de Bahreïn qui possèdent de l'expérience dans le domaine du courtage des valeurs mobilières.</p> <p>Une licence délivrée par l'AMB est nécessaire pour les courtiers monétaires qui doivent être constitués en sociétés locales. La détention à 100 pour cent du capital par des intérêts étrangers est autorisée.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
g) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions (CPC 8132)	<p>1) Non consolidé pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB. Une licence délivrée par l'AMB est nécessaire pour les activités menées à l'intérieur ou à partir de Bahreïn pour le compte de clients.</p> <p>2) Non consolidé pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB</p> <p>3) Une licence délivrée par l'AMB est nécessaire pour les activités menées à l'intérieur ou à partir de Bahreïn. Non consolidé pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB.</p> <p>3) Une licence délivrée par l'AMB est nécessaire pour les activités menées à l'intérieur ou à partir de Bahreïn. Les courtiers et contrepartistes qui font des transactions pour des valeurs mobilières cotées à la BVB seront agréés par l'AMB.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant (sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés)</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
h) Courtage monétaire (CPC 81339**)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Une licence délivrée par l'AMB est nécessaire. Les courtiers monétaires doivent être constitués en sociétés locales avec participation bahreïnite de 51 pour cent.</p> <p>3) Une licence délivrée par l'AMB est nécessaire. Les courtiers monétaires doivent être constitués en sociétés locales. La détention à 100 pour cent du capital par des intérêts étrangers est autorisée.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant (sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés)</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p>	
i) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion d'investissement collectif, gestion de fonds de pension, services de dépositaire et services fiduciaires (CPC 8119+**-81323*)	<p>1) Comme indiqué pour a) 1) ci-dessus. Non consolidé pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB.</p> <p>2) Non consolidé pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB.</p> <p>3) Une licence délivrée par l'AMB est nécessaire.</p> <p>Pour les services de dépositaire d'actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB, celle-ci doit donner son approbation.</p> <p>Les personnes morales constituées en sociétés locales et les succursales de sociétés étrangères qui ont pour but de fournir des services de dépositaire seront agréées par l'AMB pour fournir de tels services.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les sociétés à responsabilité limitée (WLL) ne peuvent faire d'investissements pour le compte de tiers.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
j) Services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables (CPC 81339** ou 81319**)	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p> <p>1) Non consolidé pour les chèques bancaires; les opérations doivent être effectuées par l'intermédiaire de l'AMB. Pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB, les opérations doivent être effectuées par l'intermédiaire de la BVB.</p> <p>2) Non consolidé pour les chèques bancaires; les opérations doivent être effectuées par l'intermédiaire de l'AMB. Pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB, les opérations doivent être effectuées par l'intermédiaire de la BVB.</p> <p>3) Non consolidé pour la compensation de chèques bancaires</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p> <p>1) Néant (sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés)</p> <p>2) Néant (sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés)</p> <p>3) Néant (sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés)</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
k) Services de conseil, d'intermédiation et autres services financiers auxiliaires à toutes les activités énumérées aux alinéas a) à k) j), y compris cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises (CPC 8131)	1) Comme indiqué pour a) 1) ci-dessus 2) Néant 3) Les conseillers en investissement et les bureaux de représentation doivent obtenir une licence pour engager des activités à l'intérieur ou à partir de Bahreïn. Les agences de notation sont tenues de respecter les prescriptions en matière de confidentialité établies par l'AMB pour les clients des banques. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers	
l) Fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers (CPC 8131)	1) Non consolidé pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB 2) Non consolidé pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB 3) Non consolidé pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB. Une licence délivrée par le Ministère des affaires du Cabinet et de l'information et le Ministère des transports est nécessaire pour la fourniture et le transfert d'informations financières. Les prescriptions en matière de confidentialité établies par l'Agence pour les clients des banques sont applicables. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers	1) Non consolidé pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB 2) Non consolidé pour les actions et autres valeurs mobilières cotées à la BVB 3) Néant (sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés) 4) Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus dans la note introductive sur les services bancaires et autres services financiers	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
8. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX E. <u>Services sociaux</u> (CPC 933)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
<p>1). En vertu du Décret n° 15 de 1986 de l'Émir et des résolutions ministérielles n° 4 de 1994 et n° 1 de 1996, le Service des affaires du tourisme est chargé de prélever la taxe légalement imposée concernant les hôtels et les appartements pour touristes, appelée redevance de services hôteliers. Cette redevance, qui correspond à cinq pour cent du revenu total qu'un hôtel tire d'appartements destinés aux touristes, sera prélevée tous les trois mois.</p> <p>2). Il est impératif de respecter les législations relatives aux droits d'auteur, au journalisme, aux publications et à la presse ainsi que la Loi sur les oeuvres et la législation du travail.</p> <p>3). La responsabilité de gestion doit être assumée pour toute activité non transparente ainsi que que toutes les conséquences des obligations financières contractées; il ne faut ni vendre, ni transférer un droit d'auteur sans l'accord écrit du Ministère de l'information.</p> <p>4). Il faut respecter les coutumes, les traditions et l'éthique sociale du Royaume de Bahreïn lorsqu'on aborde certains sujets traités par les médias/sociétés s'occupant de production, de préparation ou de distribution d'émissions, ou d'expositions.</p> <p>5). Il est interdit à tous les partis politiques et institutions militaires d'investir dans le secteur des médias en général.</p>			
A. <u>Services d'hôtellerie et de restauration</u> (CPC 641-643)	1) Néant 2) Néant 3) Seulement pour les hôtels 4 et 5 étoiles. Deux hôtels par année. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		1. Les casinos sont totalement interdits à l'intérieur du Royaume de Bahreïn.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
11. SERVICES DE TRANSPORT C. <u>Services de transport aérien</u> a) Maintenance et réparation des aéronefs (à l'exclusion de la maintenance en ligne) b) Vente ou commercialisation des services de transport aérien c) Services de systèmes informatisés de réservation	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE BASE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunications de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunications de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 **Interconnexion à assurer**

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 **Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion**

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 **Transparence des arrangements en matière d'interconnexion**

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 **Interconnexion: règlement des différends**

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunications de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.

APPENDICE

Royaume de Bahreïn Classification des services de télécommunication de base

L'expression "service de transmission de données de base" s'entend d'un service de télécommunication permettant la transmission de messages, à l'exclusion :

- a) de tout service additionnel fourni dans le cadre de la transmission de ces messages;
- b) de tout retrait ou ajout intentionnel au contenu de ces messages;
- c) des communications bidirectionnelles en temps réel; et
- d) des radiocommunications mobiles.

L'expression "service de téléphonie de base" s'entend d'un service de télécommunications permettant la transmission de communications bidirectionnelles en temps réel, à l'exclusion:

- a) de tout service additionnel fourni dans le cadre d'une conversation bidirectionnelle en temps réel;
- b) de tout retrait ou ajout intentionnel au contenu de cette conversation bidirectionnelle en temps réel; et
- c) des radiocommunications mobiles.

L'expression "réseau fixe national de télécommunications" s'entend d'un réseau public de télécommunications qui facilite la transmission par quelque moyen que ce soit, y compris, mais non exclusivement, la technologie fixe sans fil, de signaux entre les extrémités terminales du réseau se trouvant sur des lieux fixes à l'intérieur de la zone de desserte autorisée, mais ne comprenant pas le matériel de télécommunication destiné aux radiocommunications mobiles.

L'expression "service fixe national de télécommunications" s'entend de tout service de transmission de données de base ou de tout service de téléphonie de base (y compris les services de publiphone, les services de télégraphe et les services télex) autre qu'un service international de télécommunications ou que des radiocommunications mobiles.

L'expression "installations internationales de télécommunications" s'entend de toutes autres installations de télécommunications utilisées ou destinées à être utilisées pour établir une connexion entre le Royaume de Bahreïn et d'autres pays aux fins de la fourniture d'un service international de télécommunications.

L'expression "service international de télécommunications" s'entend de la fourniture de services de télécommunications entre le Royaume de Bahreïn et d'autres pays.

L'expression "réseau mobile de télécommunications" s'entend d'un réseau public de télécommunications qui facilite la transmission par quelque moyen que ce soit de signaux entre les extrémités terminales du réseau se trouvant sur des lieux fixes à l'intérieur de la zone de desserte autorisée et qui comprend essentiellement le matériel de télécommunications conçu ou adapté pour les radiocommunications mobiles.

L'expression "service mobile de télécommunications" s'entend de tout service de transmission de données de base ou de tout service de téléphonie de base fourni au moyen de radiocommunications mobiles du système GSM (y compris un service international de télécommunications), de services de troisième génération et de services connexes. Le titulaire de licence est autorisé, sur une base non exclusive, à fournir des services mobiles de télécommunications à l'intérieur de la zone de desserte autorisée au moyen de son réseau mobile de télécommunications.

L'expression "services de recherche de personnes" s'entend de services de télécommunications permettant la transmission unidirectionnelle d'un message à un abonné au moyen de radiocommunications mobiles. Rien dans la phrase qui précède n'autorisera le titulaire de licence à fournir un service de télécommunications qui nécessiterait une licence de télécommunications mobiles.

L'expression "services de microstations terriennes" s'entend de services de télécommunications, y compris des services internationaux de télécommunications, fournis au moyen d'un réseau de télécommunication par satellite entre des points fixes équipés de microstations terriennes.

L'expression "services de radiocommunications mobiles accessibles au public (PAMR)" s'entend de services de télécommunications permettant la transmission bidirectionnelle de messages entre les membres d'un même groupe fermé d'utilisateurs, au moyen de radiocommunications mobiles, pour autant que cette transmission ne se fasse pas à partir d'un réseau public de télécommunications ou ne s'y termine pas. Rien dans la phrase qui précède n'autorisera le titulaire de licence à fournir un service de télécommunications qui nécessiterait une licence de télécommunications mobiles.

Le terme "Internet" s'entend d'un réseau informatique intégré permettant aux utilisateurs d'être reliés entre eux au moyen de la série des protocoles TCP/IP.

L'expression "services Internet" s'entend de services fournis au public permettant aux abonnés d'interagir avec Internet ou de transmettre de l'information sur Internet ou via celui-ci. Le titulaire de licence ne peut offrir un service de téléphonie de base entre le Royaume de Bahreïn et d'autres pays, ni faciliter, au moyen de son réseau de télécommunications, la fourniture d'un tel service par un tiers, à moins d'obtenir une licence de télécommunication internationale conformément à la Loi sur les télécommunications.

L'expression "services à valeur ajoutée" s'entend d'un service de télécommunications ou d'un service de téléphonie à valeur ajoutée qui a pour effet d'améliorer la présentation, le contenu ou le code du protocole d'information afin de fournir à l'utilisateur des informations additionnelles ou différentes ou qui permet à l'abonné d'interagir avec l'information mémorisée, y compris les services informatiques et les services de traitement de données, les services d'information et d'échange de données et les services de vérification des cartes de crédit mais à l'exclusion des services de transmission de données sur Internet ou via celui-ci.

Le terme "appel" inclut les communications permettant la transmission de la voix et de données.

L'expression "services libre appel" s'entend d'un mécanisme automatisé de taxation à l'arrivée permettant au demandeur de faire assumer tous les coûts par le destinataire.

L'expression "zone de desserte autorisée" s'entend du territoire du Royaume de Bahreïn.

L'expression "service d'assistance d'un opérateur" s'entend d'un service de télécommunications permettant à tout moment à une personne de demander à être mise en communication avec une autre personne au moyen d'un équipement terminal qui est légalement connecté à un réseau fixe national de télécommunications et qui permet la fourniture et la réception sans restrictions de services de téléphonie bidirectionnels.

L'expression "service public d'appels d'urgence" s'entend d'un service de télécommunications permettant à toute personne, à tout moment sans frais et sans utiliser de pièce ou de jeton, au moyen d'un équipement terminal qui est légalement connecté à un réseau fixe national de télécommunications et qui permet la fourniture et la réception sans restrictions de services de téléphonie bidirectionnels, de communiquer avec n'importe quel organisme d'intervention d'urgence afin de lui signaler une urgence.

Le terme "Publiphone" s'entend d'un téléphone, y compris les kiosques téléphoniques, mis à la disposition du grand public pour qu'il puisse utiliser les services de télécommunications en payant au moyen de pièces ou autrement.

L'expression "services assurés par revente" s'entend de services de télécommunications qu'un opérateur agréé achète auprès d'un autre titulaire de licence et qu'il met à la disposition de tout usager, avec les autres services que l'opérateur agréé peut fournir.

L'expression "services de télégraphe" s'entend de la transmission de signaux télégraphiques via un réseau fixe national de télécommunications.

L'expression "service de télex" s'entend d'un service fourni dans le but de communiquer des textes uniquement en les transmettant directement au moyen d'un équipement terminal connecté à un réseau fixe national de télécommunications.

L'expression "équipement terminal" s'entend de tout appareil, matériel ou accessoire connecté au réseau public de télécommunications afin de permettre la réception et la fourniture de services de télécommunications.

L'expression "équipement terminal mobile" s'entend de tout appareil, matériel ou accessoire connecté au réseau mobile de télécommunications afin de permettre la réception et la fourniture de services de télécommunications.

L'expression "services de troisième génération" s'entend de services de télécommunications parfois associés à un réseau mobile de télécommunications satisfaisant à la spécification relative au projet de partenariat de troisième génération (3GPP) adoptée par l'organisme de réglementation.

L'expression "station d'atterrissage de câbles" s'entend du point où tout câble se trouvant à l'intérieur de Bahreïn est connecté à un autre réseau public de télécommunications à l'intérieur du Royaume de Bahreïn, y compris, mais non exclusivement, les édifices, l'équipement et le terrain nécessaires à l'établissement et au maintien d'une telle connexion.

Le terme "message"(1) s'entend de toute donnée, de tout écrit ou de toute image visuelle ou combinaison de ces éléments, à l'exclusion:

- a) des conversations, de la musique ou d'autres sons; et
- b) des vidéos.

Le terme "message"(2) s'entend de la partie de tout signal qui représente l'information devant être transmise d'un utilisateur final à un autre.

L'expression "groupe fermé d'utilisateurs" s'entend d'un groupe de personnes (et non le public en général) dont les membres sont abonnés aux services visés par la licence et partagent un intérêt commun identifiable indépendant de ces services et antérieur à ceux-ci.

Pour l'expression "opérateurs de réseau virtuel mobile" prière de se reporter à la définition disponible dans le domaine public.
